

## **DU SOMMET PLAN B AUX REGIONALES, LE PG à L'INITIATIVE !**

mercredi 26 Août 2015

**Dès le lendemain de son congrès, le PG, que certains prétendaient affaibli, a été à l'initiative sur tous les fronts.** De l'analyse de la crise grecque qui nous a permis de convaincre nos partenaires du Front de Gauche de rejeter à l'Assemblée nationale l'accord inacceptable imposé par Schäuble et Merkel, en passant par le soutien aux migrants, par notre solidarité avec les kurdes et la dénonciation de la répression et des crimes du gouvernement turc à leur encontre et contre la gauche turque, et enfin par la polémique contre l'organisation de la manifestation "Tel Aviv Sur Seine", le PG a été de tous les combats. A chaque fois la même méthode : assumer de rompre avec l'interprétation des faits imposée par l'oligarchie, éclairer les consciences et contribuer à rassembler l'autre gauche par l'action, et sur la base de nos analyses et propositions.

En cette rentrée, nous poursuivons l'initiative dans la déclinaison cohérente de notre texte de congrès avec la proposition du sommet internationaliste du plan B, d'un label commun pour les rassemblements citoyens aux régionales et d'une rencontre entre les partenaires de l'autre gauche, Front de Gauche et EELV pour essayer de concrétiser le maximum de listes de rassemblement citoyen.

### **Pour un sommet internationaliste du plan B**

La crise économique chinoise provoque ses premiers retentissements sur l'ensemble de l'économie mondiale, les crises du capitalisme financier vont se répétant de façon accélérée. Toute la zone euro connaît un ralentissement de son économie à l'exception de l'Allemagne, dont les politiques imposées sont taillées sur mesure pour satisfaire les intérêts de sa classe dominante. La crise grecque est loin d'être derrière nous, au contraire. Alexis Tsipras s'est trouvé acculé à capituler en juillet devant le coût d'état financier, une semaine après la victoire du Non au référendum, non seulement parce que Syriza n'avait pas de plan B mais aussi du fait de la faiblesse de la solidarité internationale face à l'unité totale du camp de l'oligarchie européenne. Mais ce 3ème mémorandum imposé aux grecs ne peut que conduire à la catastrophe. Le régime libéral austéritaire imposé par la troïka et Merkel en tête va aggraver la récession. Suite à la démission de Tsipras, le retour aux urnes du peuple conduit toujours à la même question : Résister ou se soumettre aux mémorandums.

Ayons bien conscience que l'Allemagne avait et a toujours son plan B - le Grexit - et que la seule alternative ne peut pas être, même quand les peuples s'y opposent, la menace allemande de l'exclusion de la zone euro et la soumission aux régimes austéritaires de la troïka ! L'objectif de l'Allemagne, est bien d'imposer un contrôle total sur tous les gouvernements de la zone euro, avec l'Espagne comme prochaine étape et la France comprise dans le viseur. Le débat ne peut plus dès lors se réduire à « changer l'Europe » de l'intérieur, mais devient celui de l'opposition à cette Europe allemande, au carcan de ses traités et aux diktats de l'Euromark. Refuser son ordolibéralisme contre les peuples, leur souveraineté, ses urgences sociales et écologiques, et donc se préparer à utiliser si nécessaire l'outil de la sortie de l'euro.

L'autre gauche européenne doit urgemment co-élaborer son propre plan B. Notre proposition de sommet Internationaliste, visant à impliquer personnalités de l'autre gauche européenne, économistes, intellectuels, syndicalistes, associatifs... est déterminante : ne restons pas chacun dans notre coin quand les tenants du système ont pour leur part démontré à quel point ils étaient coordonnés ! Ce sommet doit permettre d'élaborer collectivement la stratégie concrète de la désobéissance aux traités européens, de l'annulation ou du ré-échelonnement des dettes souveraines des États et un projet de coopérations autour d'une nouvelle monnaie commune respectueuse de l'indépendance des peuples si la situation nous conduisait à sortir de l'Euro-Mark.

Dans ce contexte, le lancement, dès la semaine dernière via le blog d'Eric Coquerel de la proposition du PG faite à l'autre gauche européenne d'organiser un sommet internationaliste du plan B est une initiative décisive. Dès ce dimanche, Jean-Luc Mélenchon a pu rencontrer Yanis Varoufakis qui a approuvé la proposition de ce sommet. Ce lundi lors d'une visioconférence, le Président du nouveau groupe parlementaire "Unité Populaire", l'ancien ministre Panayotis Lafazanis, nous a également affirmé son soutien à cette initiative. La question traverse le parti allemand Die Linke, et les réactions se multiplient en France comme ailleurs.

Évidemment, les tenants de l'oligarchie sont aux abois. Cette contre-offensive lancée par la proposition du sommet internationaliste du plan B leur fait peur. Soyons convaincus qu'ils mettront

tout en oeuvre pour la décrédibiliser. Déjà, les médias dominants veulent rejouer leur partie de dénigrement de notre résistance comme en 2005. Ils se saisissent de la provocation de l'économiste J. Sapir qui propose cette alliance totalement aberrante et contre-nature d'un front commun de toutes les forces favorables à la sortie de l'euro, du Front de Gauche jusqu'au FN.

Autant clarifier dès le début, la partie politique historique qui est en jeu se situe in fine entre l'autre gauche et l'extrême droite. Notre stratégie du plan B, comme notre conception de la Nation et notre internationalisme pour une coopération entre les peuples n'ont aucun rapport avec les orientations nationalistes et xénophobe du FN et des autres partis d'extrême droite européens. La sortie de l'euro prônée par le FN ne remet aucunement en cause les traités européens. Marine le Pen avait d'ailleurs déclaré il y a tout juste un an qu'elle entendait respecter la règle des 3% de déficits publics. Elle soutient les politiques d'austérité, n'envisage pas de nationaliser les banques et encore moins de remettre en cause le système capitaliste et sa financiarisation ! Le FN reste l'idiot utile du système, leur projet n'est pas le nôtre et nous les combattons toujours sans relâche.

Notre proposition de sommet du plan B est une réponse politique internationaliste pour, au contraire, construire un nouvel espoir et une méthode concrète de résistance au service des peuples, au service de politiques radicalement progressistes en rupture avec l'austérité.

### **Régionales 2015 : l'enjeu d'un label commun pour les rassemblements citoyens et d'une rencontre entre les partenaires de l'autre gauche, Front de Gauche et EELV.**

Les élections régionales dans ce contexte international et national, qui plus est à une courte échéance de l'élection clé de la Ve République en 2017, doivent contribuer à poser les jalons de l'alternative. C'est dans cet objectif que le PG s'est mis au service de mouvements citoyens anti-austérité et entend convaincre les forces politiques opposées à la politique gouvernementale de s'y joindre. Nous devons contribuer à l'émergence de dynamiques citoyennes et oeuvrer à rassembler l'opposition écologiste et sociale.

Dans le prolongement de la lettre que nous avons adressée à l'ensemble de nos partenaires potentiels, composantes du Front de Gauche, EELV, ND et NGS, nous avons défendu les enjeux de ces rassemblements lors des universités d'été d'EELV à Lille et d'Ensemble! à Bordeaux, et nous continuerons à les défendre lors des universités d'été du PCF le week-end prochain comme lors de notre Remue-Méninges de Toulouse.

Les rassemblements citoyens initiés dans presque toutes les régions doivent bénéficier d'une visibilité nationale, d'où notre proposition d'un label commun. Nous soutenons qu'ils doivent clairement s'inscrire dans l'opposition aux politiques d'austérité gouvernementales, proposer une forme nouvelle d'implication citoyenne et de démocratie avec la création des assemblées régionales représentatives, la co-élaboration des programmes, de la stratégie, de codes éthiques, de constitution des listes avec les citoyen-ne-s et les partis impliqués et, enfin, une exigence en matière d'éthique politique avec notamment le refus du cumul des mandats nationaux et régionaux..

Tout comme le dénonçait Jean-Luc Mélenchon dans son interview dans Ouest France, les futures listes régionales ne peuvent en aucun cas aboutir à ce qu'une force s'octroie l'ensemble des têtes de listes et les instrumentalise pour laisser croire à un ralliement vers elle. Nous le disons clairement, nous souhaitons le dépassement du Front de Gauche dans des mouvements citoyens plus larges et non la rupture avec nos partenaires du Front de Gauche pour un renversement d'alliance au profit d'un soutien aux listes d'EELV (ou inversement !). C'est pourquoi, en prenant pour exemple la situation de la région Auvergne Rhône-Alpes, nous proposons qu'une réunion des composantes impliquées dans les rassemblements citoyens étudie la possibilité de proposer des binômes paritaires en tête de liste, respectueux de la diversité des forces et citoyen-ne-s engagés.

Qu'il s'agisse des universités d'été d'Ensemble! ou d'EELV, nos propositions pour un sommet du plan B, comme d'un label commun ou de la réunion nationale autour de la réflexion sur les binômes, n'ont rencontré aucun refus. Partout en France, dans chaque région, poursuivons donc ces discussions, dans les rassemblements citoyens comme avec l'ensemble des partenaires. L'unité et l'implication citoyenne sont des combats que nous entendons mener jusqu'au bout ! Notre Remue-Méninges qui se tiendra à la fin de la semaine à Toulouse, puis la fête de l'Huma seront des moments politiques importants pour les poursuivre !

**Danielle Simonnet, Co-coordinatrice politique du PG**